

COMME TOUT LE MONDE POURRA LE CONSTATER. LE MEETING ORGANISE PAR LA CONFEDERATION FORCE OUVRIERE LE 29 JANVIER 2014 A PARIS, S'EST REVELE UN BON CRU, COMME NOUS LE DISONS EN BOURGOGNE !

Pour la Confédération FORCE OUVRIERE, la participation a été au-delà de ce qui était prévu puisque ce sont quelques **6000 militants qui se sont mobilisés** pour « **combattre l'austérité : une urgence sociale et démocratique** », mais aussi dénoncer les attaques portées contre les conquêtes syndicales. Pour l'UDFO de Côte d'Or c'est un bus de 53 camarades qui a été mobilisé et qui a rejoint la double et longue file des 80 cars garés le long de la salle de meeting et partout où il ya avait de la place. Des camarades qui dans le cadre de leurs missions syndicales se trouvaient déjà sur Paris, sont venus grossir les rangs de l'UDFO 21 dans la salle des Halles FREYSINET et écouter le secrétaire général Jean Claude MAILLY, mais aussi, et cela a été très apprécié des militants présents, des camarades dans divers syndicats et branches professionnelles, faire état de leurs difficultés dans leurs secteur et entreprises respectives.





COMBATTRE L'AUSTÉRITÉ UNE URGENCE SOCIALE ET DÉMOCRATIQUE



GRAND MEETING 29 JANVIER 2014 HALLE FREYSSINET 55 BOULEVARD AURIOL 75013 PARIS

FO

LA FORCE SYNDICALE
WWW.FORCE-OUVRIERE.FR





Pour l'UDFO de Côte d'Or c'est un bus de 53 camarades qui a été mobilisé



FORCE OUVRIERE EN MARCHÉ CONTRE LE PACTE DE RESPONSABILITÉ

Le meeting national du 29 janvier organisé par la Confédération Générale du Travail **FORCE OUVRIERE** contre l'austérité est tombé à point nommé. Il a permis devant 6000 militants **FO** de signifier avec détermination au gouvernement et au président de la République le refus du pacte de responsabilité.

Ce pacte de responsabilité qui entre dans les « recommandations » de l'Union Européenne pour dégonfler le déficit budgétaire faisant au passage, un nouveau cadeau de 30 milliards aux entreprises. Avec dans le même temps, une volonté farouche de s'attaquer et de remettre en cause, explicitement la sécurité sociale, mais aussi les dépenses publiques, les soit disant rigidités fiscales et sociales, les droits des chômeurs. Bref ! C'est la fête !

Oui, nous avons raison d'affirmer que nous sommes contre le transfert des cotisations patronales de la branche famille sur l'impôt. Ce pacte de responsabilité est non seulement destructeur sur le contenu, mais aussi sur la méthode et la manière, qui consisterait à intégrer les organisations syndicales et à leur faire porter la responsabilité des contre-réformes, à gérer la misère !

Si certaines organisations sont prêtes une fois de plus(loi sécurisation-emploi, retraites....) à participer à la remise en cause des droits des travailleurs au nom d'une prétendue **grande cause nationale**, **FORCE OUVRIERE** a choisi la voie de la résistance et du combat, celle de la mobilisation interprofessionnelle.

En effet, c'est tout le contraire qu'il est aujourd'hui indispensable de mettre en place et surtout il est urgent de mettre un terme à cette politique d'austérité et d'appauvrissement des travailleurs, car c'est bien de cela qu'il s'agit quand on veut baisser le coût du travail. Cette semaine avait lieu la négociation des minimas Bâtiment en Bourgogne. Les patrons nous ont fait part de leur angoisse de voir la baisse des carnets de commandes. Mais comment peut-il en être autrement, avec les politiques d'austérité menées par les gouvernements et les politiques salariales menées par les entreprises depuis ces dernières années. Comment des jeunes pourront-ils acheter leur

logement aujourd'hui. Ce n'est pas en baissant leur pouvoir d'achat que l'on va solutionner le problème ! Auront-ils les moyens et l'envie de fonder une famille, quelles perspectives d'avenir ont-ils aujourd'hui sur l'éducation, la santé, la formation, la république ? **Il n'est pas rose, l'avenir !**



Jean-Claude Mailly, dans son allocution a repris dans le détail ce programme gouvernemental de destruction massive, ce "pacte austère d'unité nationale", comme il l'a très justement qualifié, qui est un pacte avec le patronat et pour le patronat.

FORCE OUVRIERE a donc dénoncé l'accélération des mesures d'austérité, 50 milliards d'euros de réduction des dépenses publiques qui vont mettre à terre de nombreuses missions de Services publics.

Jean-Claude Mailly a condamné le transfert programmé des 35 milliards d'euros de cotisations d'Allocations familiales payées

actuellement par les entreprises et qui demain pourraient être financées soit par des baisses de prestations, soit par de nouvelles taxes ou des impôts supplémentaires pour les salariés.

Ce transfert a une double conséquence : baisser le coût du travail et engager la liquidation du régime général de Sécurité sociale issu du Conseil national de la résistance.

C'est dans ce cadre que le secrétaire général de la Confédération a annoncé qu'il proposerait aux autres organisations syndicales appel à la grève interprofessionnelle le 18 mars prochain.

Cette annonce faite par le secrétaire Général qui indique ainsi que **FORCE OUVRIERE** ne se coulera pas dans le moule de l'austérité, qu'elle conservera ainsi toute son indépendance et que la défense de la sécurité sociale vaut bien une grève. FO qui considère que les organisations syndicales de la sécurité sociale ont raison de se mobiliser pour la défense de ce droit acquis depuis 1945 mais également contre le « pacte de responsabilité » issu de la même logique gouvernementale, patronale et même syndicale.

Dans tous les secteurs professionnels, dans toutes nos entreprises et administrations nous devons nous mettre en ordre de marche et préparer la réponse contre l'austérité et la baisse du coût du travail et pour la défense de la sécurité sociale, des services publics et pour l'augmentation des salaires, la création de véritables emplois en CDI dans le privé et statutaires dans le secteur public. Les modalités de cette mobilisation restent encore à discuter, mais vous pouvez noter la date dans vos agendas.

EG

Quelques morceaux choisis, du discours de Jean-Claude Mailly :



"Emploi, salaires, services publics, sécurité sociale, voilà mes chers camarades, ce que nous devons revendiquer, ce que nous devons défendre, ce que nous devons exiger.

Aujourd'hui, ça grogne.

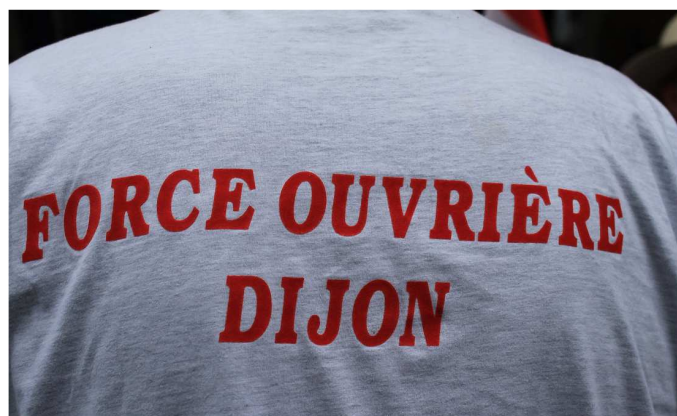
Aujourd'hui, le changement est attendu.

Aujourd'hui, je l'ai déjà dit, la France est comme un volcan.

Notre rôle, c'est aussi, une fois les revendications définies, de mettre en place les conditions pour obtenir satisfaction.

Nous savons toutes et tous que rien ne nous sera donné, que tout devra être arraché. Cela passe certes par la négociation, mais aussi par l'action, deux faces complémentaires du rapport de force.

C'est pourquoi, en ce 29 janvier 2014, au nom de la commission exécutive confédérale unanime, nous avons décidé de faire du 18 mars une journée de rassemblements et



manifestations. Et nous sommes prêts à le faire avec d'autres organisations syndicales partageant les mêmes préoccupations.



Et je m'adresse aux autres syndicats aussi pour faire de ce 18 mars une journée de grève interprofessionnelle.

A FORCE OUVRIERE, nous y sommes prêts.

A FORCE OUVRIERE, nous sommes déterminés.

A FORCE OUVRIERE, nous en avons déjà le mandat.

Pour nous le mouvement collectif ce n'est pas un pacte austère d'unité nationale, mais l'action par la grève, les manifestations et les rassemblements. C'est-à-dire l'expression libre et volontaire de ce que je continue à appeler la classe ouvrière.

Alors mes chers camarades, repartez la tête haute, fiers de prendre nos responsabilités, montrez que vous voulez un vrai changement, exigez d'être respectés, allez convaincre vos collègues. »

Vive le syndicalisme libre et indépendant et préparons tous le mouvement du 18 mars !"

